

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Sur le programme des Experts (*Dupleix*). — Les bases du Léninisme (*Suite*) (*Staline*). — La politique traitresse et lâche des socialistes français (*Jean*). — Réflexions sur le Conseil National (*Souzy*). — Documents sur le Conseil National : Un manifeste du Parti (*Le Comité*

directeur du Parti communiste français) ; Résolution sur la question coloniale ; Documents sur le Conseil National ; Discours prononcé par le camarade Souvarine au 13^e Congrès du Parti communiste russe.

Sur le Programme des Experts

Le Comité des Experts fut formé à la demande de la *Commission des Réparations*, afin d'étudier les moyens de stabiliser la monnaie allemande et d'équilibrer le budget, cela devant permettre à l'Allemagne d'acquitter les paiements imposés par le Traité de Versailles.

Ce Comité comprenait des représentants des puissances financières de New-York et de Londres ; *J. Pierpont Morgan*, d'une part, et la banque *Lazard Brothers*, de l'autre, furent les principaux initiateurs du fameux programme des Experts.

Ce programme envisage la stabilisation de la monnaie allemande par la création d'une banque d'émission dont les devises « auront une base stable par rapport à l'or ».

Les besoins de la réserve or de la nouvelle banque d'émission seront assurés par une partie de l'emprunt de 800 millions de marks-or qui sera consenti à l'Allemagne par les capitalistes américains pour la plus large part.

Règlement des Réparations

Le paiement des charges résultant du Traité de Versailles « sera assuré au moyen de trois catégories de ressources » :

a) Prélèvement sur le budget ordinaire, qui s'élèvera à 500 millions de marks-or pour le budget 1925-26 ; 110 millions pour 1926-27 ; 500 millions pour 1927-28 ; 1.250 millions pour 1928-29 ; et ainsi de suite, selon la situation économique de l'Allemagne ;

b) Hypothèque sur les chemins de fer allemands prise sous la forme d'obligations portant intérêt 6 %, et représentant 11 milliards de marks-or de capital, plus 15 milliards d'actions.

Cette hypothèque sur les chemins de fer allemands devra donner, en 1924-25, 330 millions de

marks-or ; en 1925-26, 465 millions ; en 1926-27, 550 millions ; en 1927-28 et les années suivantes, 660 millions.

De plus, l'impôt sur les transports sera augmenté et devra rapporter, pour 1925-26, 290 millions de marks-or ;

c) Des obligations industrielles portant intérêt 6 % seront créées, et le paiement de leur intérêt sera supporté par toute l'industrie allemande. Leur rapport devra être, pour les deux premières années, de 125 millions et 250 millions de marks-or, et 300 millions par la suite.

Une bonne affaire

Une partie des actions et obligations émises sera remise à la nouvelle banque d'émission, qui assurera une partie des charges du Traité en touchant leurs intérêts et dividendes, qui seront versés au compte des réparations.

Une autre partie de ces titres pourra être placée sur le marché financier mondial. Ce sera alors pour les Morgan et leurs compères l'occasion de lancer ces valeurs dans le monde capitaliste américain.

Un battage savamment organisé dans la grande presse d'outre-Atlantique, qui ressemble comme une sœur à notre presse vénale, battage qui sera appuyé par les déclarations officielles des hommes d'Etat yankees, permettra le placement de tous ces titres.

Placement sur lequel les promoteurs de cette grosse affaire de financement des réparations, les Morgan toucheront une honnête commission, suivant l'usage des affaires en régime capitaliste.

Nous avons essayé de résumer brièvement la substance du programme des Experts qui a déjà été publié. Nous reprendrons ensuite les différentes parties de ce plan pour montrer quelles se-

ront les conséquences de sa réalisation sur le prolétariat allemand.

Contradiction des solutions capitalistes

Tout au début du rapport n° 1 des Experts, on trouve cette remarque sur l'avenir économique de l'Allemagne : « Le développement de la puissance productrice de l'Allemagne peut être assuré par l'accroissement de sa population, l'habileté technique, les ressources matérielles et la situation éminente de ce pays dans la science industrielle. »

Il faut, en effet, que la situation économique de l'Allemagne se développe considérablement pour que ce pays puisse assurer le paiement des réparations.

Or, nous savons qu'en régime capitaliste, toute augmentation de la puissance industrielle d'un pays ne peut se maintenir que par l'élimination de la concurrence étrangère sur le marché intérieur, et aussi sur certains marchés extérieurs.

Si l'on se rappelle que la guerre de 1914-18 a été causée, pour une large part, par la rivalité économique anglo-allemande, il faut reconnaître qu'une nouvelle élévation du niveau de l'économie allemande rendrait illusoire les résultats économiques de la victoire des Alliés sur l'Allemagne.

Cela se trouve confirmé par les chiffres du commerce extérieur allemand pour les années d'avant-guerre.

Ainsi l'année 1913, considérée comme étant la plus favorable aux exportations allemandes, a marqué 10.770 millions de marks-or d'importations contre 10.097 millions de marks-or d'exportations.

D'où un déficit de la balance commerciale allemande s'élevant à 673 millions de marks-or. En 1909, ce déficit atteignait 1.933 millions, et en 1912, 1.918 millions.

La situation du commerce extérieur allemand étant actuellement bien loin de se rapprocher de ces chiffres, on voit à quel effort serait soumise l'activité économique allemande et, partant, le prolétariat allemand, pour atteindre un chiffre d'exportations suffisant pour faire face aux charges du Traité.

Un principe moralement sain !

Les Experts, dans la première partie de leur rapport, ont affirmé que leur ligne de conduite envers l'Allemagne se basait sur « le principe d'équivalence des charges ».

Ce principe, au point de vue capitaliste, peut sembler raisonnable.

L'Allemagne n'a pas subi, pendant la guerre, de dévastations appréciables, ses installations industrielles ont été augmentées et améliorées. Sa dette intérieure d'Etat et des chemins de fer s'est trouvée pratiquement éteinte par la dépréciation du mark.

Il semble, en effet, qu'au point de vue économique et financier, l'Allemagne capitaliste se trouve dans une situation privilégiée par rapport aux pays qui, comme la France, ont vu une partie de leur territoire dévasté, et qui plient sous le poids d'une dette intérieure et extérieure formidable.

Les puissants financiers de Wall Street et de la City ont oublié volontairement de juger la situation de l'Allemagne au point de vue prolétarien.

Et, de ce côté, il faut envisager les souffrances qu'a endurées le prolétariat allemand pendant cinq années, par suite de l'état voisin de la fa-

mine où l'avait plongé le blocus des pays du Droit et de la Civilisation.

Les années qui ont suivi la fin de la guerre n'ont pas apporté une amélioration de la situation, pourtant bien précaire, du prolétariat allemand. La dépréciation rapide du mark l'a maintenu dans un état de misère extraordinaire, aggravé encore par la rapacité de ses propres exploités.

Cette exploitation et cette misère, déjà bien lourdes, seraient encore aggravées par l'application du programme des Experts. Nous y lisons cette phrase, qui ouvre des perspectives de misère inouïe aux prolétaires allemands : « Si les réparations peuvent et doivent être payées à l'aide d'un poste dans le budget, elles ne peuvent être payées à l'extérieur qu'à l'aide d'un excédent économique fourni par le travail du pays. »

« Le travail du pays », on sait ce que signifie cette formule sous la plume des magnats internationaux. N'est-ce pas le travail du prolétariat ? Dans tous les pays capitalistes, le travail n'est-il pas toujours assuré par les prolétaires pour le plus grand profit des capitalistes, qui eux ne produisent pas ?

La nouvelle banque d'émission

Afin de stabiliser le cours de la monnaie allemande, une nouvelle banque d'émission sera créée.

Elle aura le droit exclusif d'émettre des billets en Allemagne pendant une durée de cinquante ans. Cette monnaie sera stable par rapport à l'or.

La banque d'émission sera la banque des banques et fixera le taux de l'escompte officiel comme le fait ici la Banque de France.

Elle sera la banque du gouvernement, mais libre de tout contrôle gouvernemental.

Les avances de fonds au gouvernement seront strictement limitées.

Ainsi, cette institution financière qui jouira du monopole exclusif d'émettre des billets de banque, et qui conservera dans ses caisses les fonds de l'Etat, ne subira aucun contrôle de la part de l'Etat.

Au cas où l'Etat voudrait intervenir dans les affaires de la banque, le transfert à l'étranger est prévu.

Son capital sera de quatre cents millions de marks-or, dont cent millions serviront à acquérir l'actif de la Reichsbank et trois cent millions seront mis en souscription en Allemagne et à l'étranger.

Elle sera dirigée par un président et un comité de direction allemands. A côté de ce comité de direction il y aura un autre conseil appelé conseil général, qui comprendra sept membres allemands et sept membres étrangers.

Ce conseil général aura des pouvoirs étendus en ce qui concerne tout ce qui pourrait affecter les intérêts des nations créancières au titre des réparations.

L'un des membres étrangers de ce conseil aura le titre de commissaire ; il devra surveiller l'émission des billets et le maintien des réserves.

L'ingérence du gouvernement étant écartée, on comprend que les membres allemands dirigeants de la banque d'émission seront les représentants de la grande industrie et de la haute finance allemandes.

Ils trouveront dans la banque, dont ils auront le contrôle, les crédits dont ils pourront avoir besoin.

Et c'est là surtout ce qui les intéresse ; quant

aux autres financiers internationaux qui exerceront une certaine part du contrôle sur cette banque, il est probable qu'ils seront dominés pour la plupart par les magnats américains.

Ces derniers placeront dans cette banque à un taux de commission avantageux une partie des capitaux qui encombrèrent actuellement l'économie américaine.

Ils pourront de plus exercer une certaine surveillance sur l'industrie allemande, au cas où elle se développerait d'une façon trop dangereuse pour les industries dont ils possèdent le contrôle.

Quant aux fermiers américains qui font grand tapage en réclamant des avances de l'Etat pour éviter la ruine, ils attendront que les capitaux de leur propre pays aient suffisamment fructifié dans la reconstruction de l'Europe. Pendant ce temps les hypothèques s'amoncèleront sur leurs exploitations agricoles, ce qui les placera à coup sûr sous la coupe des financiers de Wall Street.

Il sera ainsi fait d'une pierre deux coups.

Dans les considérants qui accompagnent le projet de création de la banque d'émission, nous relevons l'affirmation « que les travailleurs bénéficieront de la stabilité de la monnaie » ; cette affirmation nous semble quelque peu audacieuse.

Nous montrerons prochainement, à propos des traitements des employés des chemins de fer allemands, combien la stabilisation prévue doit apporter peu de changements dans la situation des travailleurs.

La clause qui indique que les avances de fonds au gouvernement allemand seront limitées permettra aux gros capitalistes allemands de couper les vivres au gouvernement au cas où il se montrerait trop généreux en augmentant les fonctionnaires ou en faisant des réformes sociales coûteuses.

En résumé, ce sera une bonne affaire pour les magnats allemands et leurs compères internationaux. En régime capitaliste n'est-ce pas le profit seul qui importe.

Les travailleurs n'auront qu'à produire et peiner davantage. On ne leur demande pas autre chose.

Prélèvement sur le budget

Une partie des obligations imposées par le traité de Versailles sera assurée par des prélèvements sur le budget ordinaire de l'Allemagne.

Le budget 1924-25 sera libéré des charges du traité ; le budget 1925-26 fournira 500 millions de marks-or dont le paiement sera assuré par la vente d'actions de préférence des chemins de fer par le gouvernement allemand.

Le budget 1926-27 fournira 110 millions de marks-or ; le budget 1927-28, 500 millions, et le budget 1928-29, 1.250 millions.

Il faut remarquer que l'année budgétaire 1928-29 sera considérée comme année normale, et le paiement comme paiement type. Par la suite, les paiements prendront le chiffre de 1.250 millions comme base, plus des paiements supplémentaires effectués suivant l'augmentation de la prospérité économique allemande.

Si le plan des experts envisage le budget 1924-25 comme étant libéré des charges du traité, cela ne veut pas dire que cet exercice budgétaire ne comprend aucune dépense de ce genre, bien au contraire.

D'après le tableau qui est donné en annexe au rapport des experts, sur un budget total pour l'Allemagne de 5.072 millions de marks-or en 1924, 640 millions de marks-or sont prévus pour assurer les

charges du traité de Versailles. Ce qui représente 12,6 % du budget allemand.

Dans le budget 1928-29 qui est considéré comme budget d'année normale type, si nous prenons comme base les chiffres du budget de 1924-25, soit 5.072 millions, nous remarquons que 1.250 millions seront prélevés pour les charges du traité, soit 24,6 % du budget total.

Une augmentation formidable des impôts sera une des conditions essentielles de l'application du plan des experts. On sait que la classe ouvrière allemande a jusqu'ici supporté le poids des charges budgétaires, le rapport des experts le reconnaît d'ailleurs nettement :

« Le budget de 1924-25 évalue le rendement de l'impôt sur le revenu à 1.344 millions de marks-or, dont la totalité à 480 millions de marks-or près, provient de la taxation des salaires ».

Ce qui signifie que sur un rendement pour cet impôt de 1.344 millions, 864 millions doivent être payés par les travailleurs, soit près de 36 % du montant total de l'impôt.

Enregistrons à côté de cette scandaleuse exploitation fiscale, cette autre constatation des experts :

« La richesse existante est répartie avec une inégalité presque sans exemple. »

Et encore :

« Les classes riches de la population allemande n'ont pas, en ces dernières années, été atteintes par le système fiscal en vigueur ; leur charge n'a été ni celle qu'aurait justifié le fardeau qui pèse en Allemagne sur les classes laborieuses, ni comparable à celle que supporte la partie riche de la population d'autres pays ».

Il ne faudrait pas croire que malgré ces critiques du système fiscal allemand, les experts envisagent la réduction « du fardeau qui pèse sur les classes laborieuses allemandes ».

C'est avec cynisme que ces messieurs constatent « que toute réduction du nombre des chômeurs aura pour conséquence d'améliorer la situation du budget non seulement au point de vue des dépenses, mais aussi en ce qui concerne les recettes, dans la mesure où le salaire que reçoit le travailleur est passible de l'impôt direct et dans celle où il pourra augmenter ses dépenses qui sont passibles de l'impôt indirect ».

Si le travailleur chôme, il crevera de misère, et s'il travaille, son maigre salaire se trouvera réduit par l'impôt sur les salaires d'abord, puis par les lourds impôts indirects qui frappent les articles de consommation.

Il serait naïf de penser que le contrôle prévu par les experts sur les revenus affectés aux réparations amènera plus de justice dans la répartition des charges fiscales allemandes.

Voici le chapitre qui a trait à ce sujet :

« Toutefois, puisque les créanciers (de l'Allemagne) ne sont pas lésés tant que le rendement des gages est suffisant... pour faire face aux charges annuelles, le commissaire (au contrôle) n'aurait pas à intervenir dans les détails du contrôle aussi longtemps qu'il en serait ainsi ».

Ce qui signifie que pourvu que les paiements soient assurés il importe peu que ce soit les capitalistes ou les prolétaires qui paient. Les experts et le commissaire au contrôle s'en lavent les mains.

Et plus bas : « D'autre part, nous considérons comme nécessaire que le gouvernement allemand soit encouragé à augmenter, en égard aux taux en vigueur dans les autres pays, les impôts sur l'alcool, la bière, le sucre. »

Cette égalisation des impôts indirects avec les taux en vigueur dans les autres pays est tout à

fait inique, si l'on pense que le coût de la vie en Allemagne a dépassé le niveau mondial, tandis que les salaires se sont maintenus à des taux très bas.

Le cynisme avec lequel sont exposés les moyens de saigner encore le malheureux prolétariat allemand, permet de se rendre compte de l'état d'esprit qui anime les gros capitalistes qui, dans le rapport des experts, osent se réclamer des principes de justice et d'égalité.

Hypothèque sur les chemins de fer

Le Comité des Experts a évalué le capital représenté par les chemins de fer allemands à 26 milliards de marks-or.

Afin de prélever sur les chemins de fer une partie des charges du Traité, il sera créé des obligations sur les chemins de fer comprenant : 11 milliards d'actions hypothécaires qui portent intérêt à 5 %, plus 1 % pour l'amortissement.

En dehors de ces obligations, il sera créé 3 milliards d'actions privilégiées qui seront vendues au public, et 13 milliards d'actions ordinaires.

Les trois quarts de la vente des actions privilégiées seront affectés aux besoins des chemins de fer. Les 500 millions de marks-or restant seront remis au gouvernement allemand, ainsi que toutes les actions ordinaires.

Les obligations émises devront rapporter :

En 1924-25, 330 millions de marks-or ; en 1925-1926, 465 millions ; en 1926-27, 550 millions ; en 1927-28 et les années suivantes, 660 millions de marks-or.

Les chemins de fer qui ne seront plus propriété de l'Etat, mais appartiendront à une Compagnie privée, seront administrés par un Conseil composé de dix-huit membres. Une partie en sera choisie par le gouvernement allemand, une partie par les magnats allemands porteurs d'actions de préférence, et les neuf autres par le représentant des financiers internationaux, chargé de la gérance des obligations.

Le contrôle des chemins de fer allemands, qui constituent un modèle pour le monde entier, appartiendra aux magnats allemands et à leurs compères internationaux ; les uns et les autres, et surtout ces derniers, ne manqueront pas d'en tirer tous les bénéfices possibles.

La conception qui doit présider à la nouvelle gestion du réseau ferré allemand repose sur son exploitation au point de vue rendement bénéficiaire.

Jusqu'ici, les chemins de fer allemand se sont surtout préoccupés du développement progressif de la vie économique du pays, en considérant le produit de leur exploitation comme un objectif d'importance secondaire.

Les tarifs ferroviaires en Allemagne étaient surtout destinés à favoriser le transport des marchandises à des prix peu élevés et dans les meilleures conditions de rapidité possible, et cela sans réaliser de bénéfices appréciables.

Les Experts ont décidé que cette manière de favoriser le commerce allemand devait prendre fin ; la réalisation de gros bénéfices devra être la nouvelle règle des chemins de fer allemands.

L'industrie et le commerce en souffriront, par suite de l'augmentation des transports, à laquelle viendra s'ajouter, à partir de 1925-26, un impôt sur les transports ferroviaires et automobiles de 200 millions de marks-or par an.

Les prix de revient se trouvent ainsi augmentés, une nouvelle vague de vie chère déferlera sur l'Allemagne, et son prolétariat en fera une fois de plus les frais.

Les salaires des cheminots allemands

Les Experts se sont extasiés devant l'exploitation formidable à laquelle sont soumis les cheminots allemands. Le chapitre vaut la peine d'être cité :

« L'Allemagne a d'ailleurs une circonstance spéciale de grande importance en sa faveur. Sur les chemins de fer d'Angleterre et d'Amérique, les salaires des employés sont à peu près doubles de ce qu'ils étaient avant guerre ; une pareille augmentation ne s'est pas produite en Allemagne, au contraire ; le salaire est seulement de 75 % de celui d'avant-guerre. »

Les Experts s'étonnent après cela que « le personnel employé soit beaucoup trop nombreux ». On se demande cependant comment un nombre réduit d'employés faméliques pourrait assurer un service aussi absorbant et délicat que celui des chemins de fer.

Ces messieurs de la Mercante internationale veulent bien donner leur approbation à une augmentation de 18 % des salaires des employés de chemins de fer, qui les placera à 93 % des salaires d'avant-guerre. Ils préconisent surtout l'augmentation des traitements des employés supérieurs et moyens, considérant sans doute que les chefs qui encadrent le petit personnel plus mal payé, doivent avoir quelques avantages supplémentaires. Diviser pour régner, c'est bien là un des principes directeurs de l'exploitation capitaliste.

Mais il faudra faire de fortes réductions dans le personnel ferroviaire : plus de 100.000 employés ont été renvoyés depuis 1923. Cela n'est pas suffisant : 143.000 seront encore jetés sur le pavé.

Ceux qui demeureront devront assurer un service beaucoup plus chargé, car « il est nécessaire, pour la bonne marche d'une entreprise, de payer au personnel ce que vaut son travail ».

Si l'on appliquait ce principe capitaliste aux financiers exploités des pauvres bougres qui suent les dividendes, nul doute que ces messieurs crèveraient rapidement de faim.

Mais le régime capitaliste, n'est-ce pas le monde à l'envers, où ceux qui ne font rien vivent dans l'opulence, pendant que les travailleurs se trouvent dans la plus affreuse misère ?

En établissant leur contrôle sur les chemins de fer allemands, les magnats internationaux n'ont pas perdu de vue l'intérêt des industries dont ils ont le contrôle.

Et à propos de la réduction des tarifs d'exportation des chemins de fer, le rapport des Experts remarque : « Il est évident que les nations alliées ont le droit de s'opposer à ce que le revenu net des chemins de fer allemands soit réduit pour donner un avantage excessif à l'industrie allemande sur les marchés d'outre-mer. »

Au cas où la gestion du réseau allemand ne satisfait pas ces requins, le commissaire général chargé du contrôle comme représentant des alliés, « sera autorisé à prendre la direction effective ».

C'est bien la colonisation de l'Allemagne qui est envisagée dans le plan des experts, et, bien entendu, c'est le prolétariat allemand qui en supportera les conséquences.

Obligations industrielles

Le Comité des Experts est convaincu qu'il est équitable d'exiger de l'industrie allemande, à titre de participation au règlement des réparations, une somme dont le montant ne sera pas inférieur à cinq milliards de marks-or. Cette somme sera représentée par cinq milliards d'obligations hypothécaires à 5 % plus 1 % pour l'amortissement.

Ces obligations devront rapporter 125 à 250 millions de marks-or les deux premières années, et 300 millions chaque année par la suite.

Les industriels devront chaque année assurer le paiement de ces intérêts. Ils pourront racheter les obligations qui correspondent à la charge qu'ils doivent supporter.

De toute façon, les industriels essayeront de faire peser sur les travailleurs qu'ils emploient une large part de cette dette. Ils augmenteront aussi leurs prix de revient ; une nouvelle augmentation du coût de la vie en sera la conséquence, dont les effets seront surtout sensibles pour le prolétariat allemand.

Toutes les mesures proposées dans le plan des experts que nous avons essayé d'analyser, seront en fin de compte supportées par les prolétaires d'outre-Rhin déjà accablés par plusieurs années d'effroyable misère.

L'exploitation renforcée à laquelle seront soumises les masses ouvrières allemandes va faire d'elles les coolies de l'Europe. Les marchandises produites avec des salaires de famine en Allemagne iront concurrencer les produits des autres pays sur leur marché intérieur.

Les prolétaires des autres pays se trouveront aussi atteints par l'afflux sur le marché intérieur des marchandises livrées au titre des réparations dont le prix de revient sera par conséquent à peu près nul.

Ils devront subir le chômage ou accepter les réductions de salaires imposées par leurs industriels obligés de réduire leurs prix de revient, s'ils veulent résister à la concurrence allemande.

Les Socialistes et le programme des experts

Les socialistes dont les reniements ne se comptent plus, ont naturellement pris partie pour le plan des experts.

Le *Populaire*, organe officiel du parti socialiste français, dans son numéro du 31 mai dernier, contient un article de M. Louis de Brouckère, socialiste belge, sur ce sujet.

Nulle part, les socialistes, dit-il, « n'ont voulu se réfugier dans de prudentes mais vaines réserves. Il y avait des responsabilités à prendre, lourdes dans plus d'un cas, ils y ont partout fait face avec courage et décision. »

Ils y ont apporté d'autant plus de courage et de décision, qu'ils ont pris partie une fois de plus pour la bourgeoisie contre le prolétariat. Affaire d'habitude, n'est-ce pas !

M. de Brouckère ne croit pas que le système des experts accable l'Allemagne. Est-ce de l'Allemagne capitaliste ou de l'Allemagne prolétarienne dont il s'agit ?

Il ne croit pas non plus « que l'incidence des charges nouvelles doive de toute nécessité frapper surtout les travailleurs ».

Ce social-démocrate belge est un habile homme dont l'hypocrisie est remarquable.

Nous avons montré au cours de ce travail com-

ment le capitalisme allemand se rattraperait en fin de compte sur le dos de son prolétariat.

M. de Brouckère sentant bien où le bât le blesse, remarque « que les classes privilégiées n'en accumuleront le poids sur les épaules des prolétaires que dans la mesure où ceux-ci n'auront point réussi à organiser leur défense ».

Les trahisons répétées des amis de M. de Brouckère, les social-démocrates allemands, contre le prolétariat allemand en lutte contre un capitalisme féroce, permettent de juger à leur valeur ses arguments jésuitiques.

Poincaré a déjà accepté le plan des experts ; Herriot et le Bloc des Gauches ont sur ce sujet et sur beaucoup d'autres la même opinion que lui.

Il ne restait plus qu'aux socialistes à adhérer au plan d'exploitation du prolétariat allemand ; maintenant c'est fait.

Seul le Parti communiste se dressera contre le projet de colonisation de l'Allemagne par les financiers internationaux aidés en cela par leurs plats valets social-démocrates, de France, d'Allemagne et d'ailleurs.

DUPLEIX.

L'Etat bourgeois est un instrument d'oppression contre le prolétariat. Donc, le prolétariat ne met pas en mouvement cet instrument, mais il le brise.

La centralisation du Parti et la discipline la plus rigoureuse garantissent la victoire sur la bourgeoisie.

Le prolétariat libère les paysans pour qu'ils abattent avec lui la bourgeoisie.

La social-démocratie n'est pas l'aile droite du prolétariat, mais l'aile gauche de la bourgeoisie.

LÉNINE

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

Sur la Route de l'Insurrection

En vente à la Librairie de l'Humanité,
120, rue Lafayette, Paris

LES BASES DU LENINISME

(Suite)

La dictature du prolétariat

Je prendrai trois questions essentielles : a) la dictature du prolétariat, instrument de la révolution prolétarienne ; b) la dictature du prolétariat, domination du prolétariat sur la bourgeoisie ; c) le pouvoir soviétiste, forme étatique de la dictature du prolétariat.

1. La dictature du prolétariat, instrument de la révolution prolétarienne

La question de la dictature du prolétariat est avant tout la question contenue essentiellement de la révolution prolétarienne. La révolution prolétarienne, son mouvement, son envergure, ses conquêtes ne deviennent une réalité que par la dictature du prolétariat. Cette dictature est le point d'appui principal de la révolution prolétarienne, son organe, son instrument destiné tout d'abord à écraser la résistance des exploités terrassés, à consolider les conquêtes de la révolution, et ensuite à mener cette révolution jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète du socialisme. La révolution pourrait renverser le pouvoir de la bourgeoisie sans la dictature du prolétariat. Mais elle ne peut écraser la résistance de la bourgeoisie, maintenir ses conquêtes et progresser vers le socialisme si, à un certain degré de son développement, elle ne se crée pas un organe spécial : la dictature du prolétariat, qui sera son point d'appui fondamental.

« La question essentielle de la révolution est la question du pouvoir. » (Lénine). Est-ce à dire que la révolution soit terminée avec la prise du pouvoir ? Non. La prise du pouvoir n'en est que le commencement. Renversée dans un pays, la bourgeoisie, pour une série de raisons, reste encore plus forte que le prolétariat qui l'a renversée. C'est pourquoi il s'agit de garder le pouvoir, de le consolider, de le rendre invincible. Que faut-il pour y arriver ? S'acquitter tout au moins des trois tâches principales suivantes qui se posent à la dictature du prolétariat le lendemain de la victoire :

a) Briser la résistance des propriétaires fonciers et des capitalistes expropriés par la révolution, liquider toutes leurs tentatives de restauration du pouvoir du capital ;

b) Organiser la construction socialiste en rassemblant tous les travailleurs autour du prolétariat et en préparant la disparition progressive des classes ;

c) Armer la révolution, organiser l'armée de la révolution pour la lutte contre l'ennemi extérieur, contre l'impérialisme.

La dictature du prolétariat est nécessaire pour l'accomplissement de ces trois tâches.

« Le passage du capitalisme au communisme — dit Lénine — représente toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploités conserveront toujours l'espoir d'une restauration, et cet espoir se traduira par des tentatives de restauration. Et après leur première défaite sérieuse, les exploités qui ne s'attendaient pas à leur renversement, qui n'y croyaient pas, qui n'en admettaient même pas la possibilité, s'élancent avec un redoublement d'énergie, une passion furieuse, une haine im-

placable à la bataille pour recouvrer le « paradis » perdu, assurer le sort de leurs familles qui vivaient d'une vie si facile et que la « canaille populaire » condamne maintenant à la misère et à la ruine (ou au travail « vil »)... Or, à la remorque des capitalistes exploités se traîne la masse de la petite bourgeoisie qui, comme l'atteste l'expérience de tous les pays, oscille et hésite perpétuellement, marche aujourd'hui avec le prolétariat, demain s'effraie des difficultés du coup de force, s'épouvante à la première défaite ou au premier échec des ouvriers, est en proie à la nervosité, ne sait où donner de la tête, pleurniche et court d'un camp à l'autre. » (La révolution prolétarienne.)

Or, la bourgeoisie a tout lieu de faire des tentatives de restauration, car après son renversement, elle reste, longtemps encore, plus forte que le prolétariat qui l'a renversée.

« Si les exploités — écrit Lénine — ne sont vaincus que dans un seul pays — et c'est là le cas le plus fréquent, car la révolution simultanée dans une série de pays est une exception — ils restent plus forts que les exploités. » (La révolution prolétarienne.)

En quoi réside la force de la bourgeoisie renversée ?

Premièrement, « dans la puissance du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie ». (Maladie infantile)

Deuxièmement, dans le fait que « longtemps encore après le coup de force, les exploités conservent inévitablement une série d'avantages énormes : l'argent (qu'il est impossible de supprimer immédiatement), des biens mobiliers, souvent considérables, des relations, des procédés d'organisation et de gestion économique, la connaissance de tous les « secrets » de l'administration, une instruction supérieure, des liaisons avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie), une connaissance approfondie de l'art militaire (ce qui est très important), etc., etc. » (La révolution prolétarienne.)

Troisièmement, « dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production, car cette dernière, par malheur, subsiste encore sur une vaste échelle et constamment, journellement, spontanément, engendre le capitalisme et la bourgeoisie... Supprimer les classes, ce n'est pas seulement expulser les propriétaires fonciers et les capitalistes — ce que nous avons fait relativement facilement — c'est aussi supprimer les petits producteurs de marchandises : or, il est impossible de les écraser, il faut faire bon ménage avec eux, il faut (et c'est là chose possible) les transformer, les réduquer, mais on ne le peut que par un travail d'organisation lent et prudent. » (Maladie infantile.)

Voilà pourquoi Lénine déclare :

« La dictature du prolétariat est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre son ennemi plus puissant qu'elle, contre la bourgeoisie, dont la force de résistance est décuplée par son renversement... La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, avec et sans effusion de sang, une lutte violente et pacifique, militaire et économique, péda-

gogique et administrative, une lutte contre les forces et les traditions de l'ancienne société. » (*Maladie infantile.*)

Il est évident qu'il est absolument impossible d'accomplir ces tâches rapidement, dans l'espace de quelques années. C'est pourquoi il faut considérer la dictature du prolétariat, le passage du capitalisme au communisme non pas comme une période rapide d'actes et de décrets extrêmement révolutionnaires, mais comme toute une période historique remplie de guerres civiles et extérieures, une période d'organisation et de construction économique, d'offensives et de retraites, de victoires et de défaites. Cette époque historique est nécessaire non seulement pour créer les prémisses économiques et culturelles de la victoire complète du socialisme, mais aussi pour permettre au prolétariat premièrement de s'éduquer et de devenir une force capable de diriger le pays, et secondement de rééduquer et de transformer les couches petites-bourgeoises de façon à assurer l'organisation de la production socialiste.

« Il vous faudra — écrivait Marx aux ouvriers

— traverser quinze, vingt, cinquante années de guerres civiles et internationales, non seulement pour changer les rapports sociaux, mais aussi pour vous transformer vous-mêmes et vous rendre aptes à la domination politique. »

Développant la pensée de Marx, Lénine écrit : « Sous la dictature du prolétariat, il faudra rééduquer des millions de paysans et de petits propriétaires, des centaines de milliers d'employés, de fonctionnaires, d'intellectuels bourgeois, les soumettre à l'Etat prolétarien et à la direction prolétarienne, vaincre en eux leurs habitudes et leurs traditions bourgeoises... rééduquer dans une longue lutte les prolétaires eux-mêmes qui ne s'affranchissent pas de leurs préjugés petits-bourgeois du premier coup, par miracle, par un ordre supérieur, par l'injonction de la révolution ou d'un décret quelconque, mais seulement au cours d'une lutte longue et difficile contre les innombrables influences petites-bourgeoises. » (*Maladie Infantile.*)

STADINE.

(A suivre.)

La Politique traîtresse et lâche des Socialistes Français

Les motifs de la décision

du Congrès socialiste

Un exemple caractéristique de la politique opportuniste, vile et lâche de la Section française de l'Internationale ham-bourgeoise, est le Congrès national qui vient de se terminer.

Sur la « Lettre ouverte » du Parti communiste, qui représentait *intentionnellement* non pas le *maximum*, mais le *minimum* de ce que le Parti communiste pouvait exiger comme base pour des luttes communes, on ne discuta même pas. Ce qui veut dire qu'à leur Congrès les socialistes n'ont même pas discuté s'ils doivent prendre une attitude d'opposition vis-à-vis d'un gouvernement bourgeois, ou non ; s'il faut, oui ou non, que les socialistes soutiennent les *revendications minimum* les plus immédiates de la classe ouvrière. Le point saillant des débats fut la question : Est-il opportun de se mettre dès maintenant sur les fauteuils ministériels que l'on nous offre, ou est-il plus prudent de renvoyer un peu « l'événement » si convoité, de se contenter *provisoirement* d'une « politique de soutien » ? Il ne fut même pas question de refuser, pour des raisons de principe, la participation à un gouvernement bourgeois.

Longuet, qui ressemble beaucoup à l'Allemand Crispin, pour sa banalité, sa lâcheté et le vide de ses phrases, se déclara opposé à ce qu'on se place tout de suite sur les fauteuils de ministres. « Ne regardez pas trop, je vous en prie, l'Angleterre, l'Allemagne, le Danemark, etc. », exhorte-t-il les délégués, « car, dans ces pays, les socialistes forment sinon la majorité, du moins le parti le plus fort. Tandis que nous ne représentons même pas la cinquième partie du Parlement ».

Mais Longuet remarque aussitôt la mauvaise impression que cet argument provoque chez les délégués. Il devine que chacun d'eux pense : « C'est là un pur non-sens, ce que tu nous racontes ! Cela signifierait simplement que nous ne pourrions ja-

mais participer à un gouvernement bourgeois ; car il faudrait être le dernier des imbéciles pour avoir encore l'espoir de devenir jamais le parti le plus fort dans le pays. » Et c'est pourquoi Longuet-Crispian se ravise et s'efforce de prouver qu'à ses yeux mêmes, cet argument est insuffisant et que son opposition à la « conquête » immédiate des portefeuilles provient de causes beaucoup plus importantes : « D'ailleurs, dit-il, d'après le compte rendu du *Quotidien* du 3 juin, en Tchéco-Slovaquie, en Allemagne, la collaboration a provoqué contre les social-démocrates de violentes campagnes dont les communistes ont tiré profit. » Ce qui veut dire, en d'autres termes : Si moi, Longuet-Crispian, je ne suis pas d'accord pour l'entrée immédiate au gouvernement, ce n'est pas tant parce que nous ne sommes pas encore le parti le plus fort au Parlement, mais avant tout parce que je me souviens du massacre des grévistes de la Martinique et de Chalon, sous le ministère Waldeck-Rousseau-Millerand, et que je pense que le gouvernement de gauche actuel devra prendre des mesures analogues, mais sur une plus grande échelle. Cela ne serait en soi pas encore trop grave. Mais les expériences des autres pays enseignent que partout où les social-démocrates participent à de tels gouvernements, cela aboutit à soulever le prolétariat contre la social-démocratie et à fortifier notre pire ennemi, le Parti communiste. Pour cette raison, je crois plus intelligent de ne pas barrer toutes les sorties et de nous réserver une porte de derrière « pour le centième cas » !

Mais pas même cet argument sérieux ne parvint à convaincre les socialistes, tellement ils soupiraient après les confortables fauteuils de ministres, et *Montagnon* commence une attaque violente contre Longuet et consorts, en divulguant bien des secrets.

D'après lui, la « politique de soutien » présente un grand danger. « Elle sera... moins efficace que la participation loyale et sera tout aussi compro-

mettante ». « Pour empêcher le cabinet de tomber, nous irons de concession en concession. » (*Quotidien*, 3 juin.)

Oui, il nous fait bien des aveux, ce bon Montagnon, délégué parisien. Il reconnaît :

1° Que la participation et la politique de soutien sont toutes deux également compromettantes pour les socialistes ;

2° Que, quelle que soit la politique du gouvernement du Bloc de gauche, elle sera soutenue par les socialistes.

Que les Herriot et consorts réalisent ou non les réformes promises — qui sont grosses comme la tête d'une épingle — les social-démocrates les soutiendront toujours. Même si le gouvernement mitraille son grévistes, comme il y a un quart de siècle son prédécesseur, le gouvernement Waldeck-Millerand, il trouvera l'appui des socialistes... Les social-traitres français marcheront « de concession en concession », ils arracheront au prolétariat, l'une après l'autre, ses conquêtes révolutionnaires, comme l'ont fait leurs amis allemands.

Montagnon, il est vrai, n'a pas voulu faire ces aveux. Il a voulu seulement donner les preuves qu'en tout cas la social-démocratie sera rendue responsable des actes du gouvernement, et qu'au cas de non-participation, elle endossera « la responsabilité d'actes qu'elle ne pourra contrôler ». (*Quotidien*, 3 juin.)

Cet argument ne manqua pas de faire impression sur les délégués. « Oui, se sont-ils dit, si dans les deux cas nous sommes responsables des actes du gouvernement, pourquoi ne pas prendre en plus les fauteuils ministériels ? De ces fauteuils, on pourrait au moins contrôler ces actes ! »

Seulement, lâches et opportunistes comme ils sont, les social-traitres, après une longue bataille... de discours, décidèrent de renoncer tout de même pour l'instant à l'entrée immédiate au gouvernement et de se contenter provisoirement de soutenir *sans condition* le cabinet. Cette décision n'est rien qu'une spéculation sur l'imbécillité des masses ouvrières. Nous soulignons : rien d'autre !

Les socialistes ne se méprennent pas sur la situation. Ils savent bien que, même les parties du prolétariat qui attendent aujourd'hui encore des réformes du gouvernement, seront bientôt guéries de leurs illusions et convaincues qu'il faut lutter avec tous les moyens contre ce gouvernement. Ils savent que le prolétariat de la Ruhr, comme celui de toute l'Allemagne, s'il ne veut s'offrir lui-même au couteau des égorgeurs, est contraint de mener une lutte à mort contre l'application du rapport des experts. Les socialistes ne se font aucune illusion sur l'intervention armée du gouvernement « de gauche » en faveur de la bourgeoisie allemande, *huissier* du capital franco-anglo-américain. En un mot, la social-démocratie sait parfaitement qu'il n'y aura qu'une toute petite période de tranquillité, pour le gouvernement Herriot que bientôt, sur toute la ligne, commencera la lutte contre lui.

Pour ces raisons, les socialistes crurent finalement plus prudent — pour eux-mêmes comme pour l'existence du gouvernement de gauche — de renoncer provisoirement aux fauteuils ministériels. Et si demain le gouvernement emploie la violence contre le prolétariat, les social-traitres pensent se tirer d'affaire en rendant responsables de tout, au Parlement, les communistes, d'une part, et, d'autre part, en protestant contre les « procédés trop brutaux » du gouvernement ou de ses organes.

Ce qui ne les empêchera pas, aussitôt après, par exemple à l'occasion d'un vote de confiance,

de voter, en vertu de la raison « du moindre mal », pour le gouvernement !

Voilà le sens des décisions de leur Congrès, voilà leur spéculation. Mais que les social-traitres soient bien certains que nous saurons déjouer leurs lâches spéculations !

La lettre d'Herriot et le caractère misérable des social-traitres

La lettre d'Herriot au Congrès socialiste a eu un meilleur sort que celle du Parti communiste. « Un tonnerre d'applaudissements salua cette déclaration », écrit l'*Humanité* du 3 juin. Dans la lettre-réponse à Herriot, on lit d'ailleurs : « Le Congrès me confie également la mission de vous assurer qu'il a été sensible à cette démarche franche et confiante, qui consacre une *méthode nouvelle* dans les relations des partis. » (*Quotidien*, 4 juin.)

Mais si l'on prend le temps d'examiner soigneusement la lettre, alors on ne sait pas de quoi s'étonner le plus : de la duplicité de la lettre même, ou du fait que le Congrès n'a pas cru *plus intelligent* de sauvegarder au moins en apparence la pudeur, mais qu'il la salua d'un tonnerre d'applaudissements.

La lettre d'Herriot est bien digne de son auteur, aussi pleine de phrases vides, aussi équivoque, aussi opportuniste, contre-révolutionnaire que lui.

Essayons d'en dégager ce qui est le plus important pour le prolétariat.

Premier point : *Amnistie*. Depuis des années, le prolétariat français lutte infatigablement pour une amnistie générale sans réserve. Il a presque essayé tous les moyens pour atteindre ce but. Et si de grandes parties du prolétariat ont donné leurs voix au Bloc de gauche, elles l'ont fait aussi parce qu'elles étaient convaincues que la victoire de ce Bloc signifiait une amnistie générale et sans réserve. Et voilà la lettre d'Herriot au Congrès socialiste qui frappe le prolétariat en plein visage. Une amnistie générale ? Bien, bien, messieurs ; mais avec une toute petite réserve : les traitres et les insoumis ne seront pas amnistiés... Mais une amnistie générale, « sauf pour les insoumis et les traitres » signifie que tous ceux qui se réfugièrent à l'étranger, parce qu'ils ne voulaient point servir dans l'armée capitaliste, se voient refuser le retour en France ; cela signifie que nos Sadoul et Guilbeaux doivent rester encore en exil, que l'on doit souffrir encore longtemps dans les bagnes et l'exil africain ; cela signifie *le triomphe des généraux sur le prolétariat* ; cela veut dire se moquer des prolétaires !

Et cette proposition d'amnistie fut accueillie par le Congrès « socialiste » par un « tonnerre d'applaudissements ». Où trouver des mots assez forts pour stigmatiser cette effronterie ?

Abordons le deuxième point : *diminution de la durée du service militaire*. On connaît notre attitude sur cette question. D'après nous, l'armée, dans l'Etat capitaliste, n'est qu'un instrument de la classe dominante pour maintenir opprimé le prolétariat. Notre lutte ne saurait donc s'orienter dans le sens d'une réduction du service militaire, mais viser à l'écrasement de tout le système capitaliste avec ses instruments de répression. Mais, bien loin de nous opposer à une réduction de la durée du service militaire, nous la votons au Parlement, sans oublier d'expliquer notre point de vue essentiel, et sans interrompre, fût-ce une minute, la lutte *extra-parlementaire* contre tout le système capitaliste.

Et si nous luttons contre le bloc de gauche, ce

n'est point parce qu'il veut réaliser une réduction de la durée du service militaire, mais parce nous savons clairement qu'il ne fera que « tourner autour du pot », qu'il ne pense qu'à se dégager de cette tâche avec des phrases bien sonnantes.

Nous voulons atteindre la réduction de la durée du service militaire « par l'organisation de la nation armée », écrit Herriot au congrès des « socialistes ».

Que signifie ces mots : l'organisation de la nation armée ? Le chef du Bloc de gauche pense-t-il armer la population laborieuse ? L'accuser d'une telle pensée bolchevik est un pur non-sens.

Où est-ce que Herriot voudrait réaliser les idées que Jaurès exprima dans son œuvre sur « l'Armée Nouvelle » ? Sans soumettre à une critique les idées de Jaurès, nous pouvons dire tout de suite que le chef du Bloc des Gauches est beaucoup trop réaliste et trop lié aux forces impérialistes pour tenter de réaliser ces idées utopiques.

Veut-il dire que, pour remplir la lacune produite par la réduction du service militaire, il faille créer une armée de métier ? Mais ainsi on n'atteindra pas du tout le but que se fixe le Bloc de gauche pour réduire la durée du service, c'est-à-dire diminuer les dépenses du budget ! Au contraire, elles s'agrandiraient même.

Ou bien, s'agit-il, pour le Bloc de gauche avec sa « queue socialiste », non pas tant de diminuer les dépenses du budget que de tromper les masses, de les satisfaire avec des concessions chimériques ? C'est possible.

Ou Herriot pense-t-il peut-être remplir cette lacune par l'armement d'une grande partie des classes moyennes, qui servira à noyer dans le sang les mouvements du prolétariat ? Est-ce là le sens de « l'organisation de la nation armée ?... » Nous ne le savons pas. Ce que nous savons, c'est que cette « revendication » est encore saluée par le Congrès par un « tonnerre d'applaudissements ».

Voyons le troisième point : les impôts indirects. Il ne faut pas ici s'insister longuement sur le fait que plus de la moitié des impôts indirects retombent sur le dos du prolétariat, et que celui-ci a le plus grand intérêt à leur abolition. La nécessité de la lutte contre de tels impôts est admise presque par tous les programmes social-démocrates, par celui de la S. F. I. O. également. Écoutons ce que dit Herriot sur ce problème : « Lors du prochain budget, nous chercherons (!), dans un nouvel aménagement des impôts directs, le moyen d'atténuer les charges créées par les impôts de consommation et en particulier par la taxe sur le chiffre d'affaires. » Avant de former son cabinet, Herriot dit donc au prolétariat : « Perds l'espoir que mon gouvernement abolira les impôts indirects. Il n'essaiera que de les atténuer par un aménagement des impôts directs ! » Mais comme on sait aussi que les impôts directs retombent sur le dos du prolétariat, directement ou indirectement, toute cette réforme sensationnelle se réduit finalement à un tour de jongleur qui volerait de la main gauche ce qu'il vient de rendre de la main droite.

Les congressistes, au lieu de sauter sur leurs sièges et de refuser avec indignation une telle réforme fiscale, l'ont saluée avec « un tonnerre d'applaudissements ».

À côté de ces trois points, dans lesquels une grande partie du prolétariat avait placé de grands espoirs, voici deux autres points ouvertement contre-révolutionnaires : la continuation de l'occupation de la Ruhr et la reconnaissance du rapport des experts.

Quant à l'occupation de la Ruhr, nous savons que l'accouplement du charbon de la Ruhr et de l'acier lorrain ne fut pas sa seule cause. Nous savons que la deuxième cause était l'intention de diviser le prolétariat allemand en deux moitiés pour l'affaiblir dans sa lutte révolutionnaire d'émancipation. Enfin, nous savons aussi que l'occupation de la Ruhr fut faite pour réaliser la avec la plus grande vigueur, l'offensive du capital contre la journée de huit heures, offensive dont la pensée décisive fut que, si la journée de huit heures était abolie dans la Ruhr, il serait beaucoup plus facile de l'abolir aussi dans les autres pays.

Le maintien de l'occupation de la Ruhr ne signifie donc pas seulement un boulet pour le mouvement du prolétariat allemand, mais pour celui du prolétariat mondial : il entrave ses pas et permet au capitalisme d'accroître son exploitation.

Quant au rapport des experts, pour quiconque n'est pas aveuglé par l'amour de la bourgeoisie, il est clair que sa réalisation signifie la colonisation de l'Allemagne par le capital américain, anglais et français, le renforcement des tendances fascistes en Allemagne, une augmentation de la misère et de la famine du prolétariat allemand, un chômage des masses encore plus grand, l'abolition de la journée de huit heures et l'introduction d'une durée de travail de dix à douze heures en Allemagne et par suite dans tous les autres pays capitalistes.

Mais aussi ces deux points de la lettre d'Herriot furent salués par le congrès « socialiste » par un « tonnerre d'applaudissements ».

Il est vrai que la lettre parle aussi des assurances sociales, de la volonté d'assurer le respect de la loi des huit heures, etc. Mais le futur premier ministre serait un pur imbécile si, après les promesses électorales, il cessait dès maintenant de bavarder sur les assurances sociales, la journée de huit heures, etc...

Promesse de réformes sociales ? Mais nous pouvons dire avec Rosa Luxembourg : « Tout prétendant césarien, tout aventurier peut promettre une quantité beaucoup plus grande de réformes sociales tout comme un pauvre ministre républicain » (un futur ministre, dans notre cas).

Des réformes sociales accordées par des ministres ? Mais nous les connaissons déjà ces mirifiques bulles de savon ; il y a un quart de siècle que nous avons déjà pu les admirer, lorsque le même Millerand, qui sert aujourd'hui de but aux attaques du Bloc des Gauches, était ministre du Commerce dans le cabinet Waldeck-Rousseau.

La peur que la bourgeoisie a de ces bulles de savon ; on peut bien le voir quand le meilleur avocat du Comité des Forges, Millerand, s'est déclaré en complet accord avec le programme Herriot, clairement exposé dans cette lettre.

Qu'est-ce qui nourrait mieux marquer l'infamie et la trahison des socialistes que l'acceptation complète du programme d'Herriot par Millerand, du même programme que le congrès socialiste salua d'un tonnerre d'applaudissements et qui le poussa à donner pleins pouvoirs au groupe parlementaire, à décider le vote du budget, bien que les statuts du parti exigent précisément de voter en tout état de cause contre l'ensemble du budget.

Les socialistes et les réformes

En repoussant la lettre du Parti communiste d'une part, et en décidant de pratiquer une poli-

tique de soutien à l'égard du gouvernement Herriot d'autre part, la social-démocratie française s'est montrée digne de son parti frère allemand, celui de Noske et de Severing. Comme celui-ci, il y a quelques années, la section française de l'Internationale ham-bourgeoise ne songe pas à arracher à la bourgeoisie des réformes par une pression énergique des masses prolétaires, mais pense les obtenir comme récompense du soutien sans condition du gouvernement « de gauche ».

Ce que veut dire cette tactique de maquignon, Rosa Luxembourg l'a déjà expliqué en maître, il y a exactement 23 années, au cours de sa lutte acharnée contre Jaurès et le millerandisme :

« Ce qui différencie la politique socialiste de la politique bourgeoise, c'est le fait que les socialistes, en adversaires de l'ordre social actuel, sont réduits, au Parlement bourgeois, à une opposition de principe. La tâche principale de l'activité parlementaire des socialistes — éclairer la classe ouvrière — se trouve remplie avant tout par la critique systématique de la politique dominante. Mais, bien loin de rendre impossibles des succès pratiques manifestes, des réformes immédiates ayant un caractère de progrès, l'opposition de principe est plutôt, pour tout parti de minorité, mais avant tout pour le parti socialiste, le seul moyen efficace d'obtenir des succès pratiques.

« Sans pouvoir donner à leur propre politique la sanction de la majorité parlementaire, les socialistes sont réduits à arracher à la majorité bourgeoise des concessions par une lutte continue. Ils peuvent réaliser cela par une critique d'opposition de trois manières : en faisant une concurrence dangereuse aux partis bourgeois, avec les revendications socialistes allant le plus loin et en les poussant en avant par la pression des masses électorales ; ensuite, en démasquant le gouvernement devant le pays et en l'influençant par l'opinion publique ; enfin, par des critiques à l'intérieur et à l'extérieur de la Chambre, en groupant autour d'eux de plus en plus les masses populaires et en devenant ainsi une puissance respectable avec laquelle le gouvernement et la bourgeoisie doivent compter.

« Les socialistes français, groupés autour de Jaurès, se sont fermés ces trois voies par l'entree de Millerand au gouvernement.

« Avant tout, pour eux, est devenue impossible toute critique impitoyable de la politique gouvernementale. S'ils voulaient fouetter sa faiblesse, ses demi-mesures, sa lâcheté, les coups retomberaient sur leur propre dos, car si les efforts républicains du gouvernement aboutissent à un fiasco, la question se pose tout de suite du rôle que joue un socialiste dans un pareil gouvernement. Pour ne pas compromettre Millerand comme ministre, Jaurès et ses amis se virent forcés de se taire sur tout ce qui pourrait ouvrir les yeux à la classe ouvrière sur les défauts de la politique régnante.

« ...Mais ensuite, ceux qui suivaient Millerand ont eu soin, lorsqu'ils faisaient la critique de la politique gouvernementale, d'enlever à cette critique toute valeur pratique. Leur attitude, à propos de la proposition d'amnistie, a montré qu'aucun sacrifice ne leur paraissait trop grand pour maintenir le gouvernement au pouvoir, qu'ils étaient décidés en tout cas à l'avance, dès que le gouvernement leur mettrait, avec la question de confiance, le pistolet sur la poitrine, à le soutenir de leurs votes. Et ainsi, ils se sont livrés au gouvernement. » (R. Luxembourg, *Politique de coalition ou lutte de classes*, édit. allem. (p. 41-42).

« Enfin, la poussée en avant des partis bourgeois par les socialistes apparaît, dans cette situation, comme un beau rêve.

« Pour assurer le maintien du gouvernement, il semble nécessaire à ceux qui suivent Millerand d'avoir le contact le plus étroit avec les autres groupes de la gauche. Mais, comme il ne s'agit pas ici chaque fois pour eux d'obtenir un résultat politique, mais de montrer la fidélité de la gauche unie à l'égard du cabinet, ils se voient forcés de mettre en relief, non ce qui les sépare des groupes bourgeois, mais au contraire ce qui leur est commun. Dans le pêle-mêle général républicain de la gauche, dont la cohésion est la pensée dominante de Jaurès, le groupe de Jaurès disparaît complètement.

« Au service de Millerand, ses amis socialistes jouent actuellement le rôle des radicaux bourgeois.

« Ainsi la tactique de Jaurès, qui voulait, en sacrifiant l'attitude de principe, obtenir des succès pratiques, s'est montrée la moins pratique du monde. » (*Ibid.*, p. 43-44-45.)

Ce que Rosa écrit ici de la tactique de Jaurès est encore plus juste pour la tactique actuelle du Parti socialiste. Par sa tactique de soutien, il n'est pas devenu seulement un obstacle à la révolution, mais aussi une entrave aux réformes.

Mais ici le parti socialiste de France ne peut s'arrêter. Aujourd'hui « seulement » une entrave aux réformes, il sera forcé demain de faire un pas de plus et d'essayer d'arracher au prolétariat par la violence les concessions déjà obtenues. Les Herriot n'auront pas besoin, comme Thiers, de chercher les Gallifet dans leur propre rang ; ils pourront les trouver dans les rangs des socialistes français ! Au cours des événements, des « socialistes » comme Paul-Boncour et Blum peuvent se transformer en de brillants Noske et Severing.

Une seule chose peut les empêcher, la lutte impitoyable du prolétariat contre eux et leur parti. Redoublons d'efforts !

JEAN.

P.-S. — Cet article a été écrit trois jours après le Congrès socialiste. Depuis, ont eu lieu deux événements qui ont apporté une preuve éclatante de l'hypercrisis et de la politique démagogique de nos S. F. I. O.

Le premier événement, c'est l'élection de Doumergue à la présidence de la République avec l'appui d'une importante partie des radicaux. Ce fait montre suffisamment bien que les socialistes ont menti aux ouvriers quand ils parlaient de la cloison qui sépare le Bloc des Gauches du Bloc National. Cette cloison n'existe que dans le vocabulaire des propagandistes et démagogues du Parti S. F. I. O., mais les élus radicaux se jettent à la première occasion dans les bras du Bloc National.

Le deuxième événement, c'est la formation du cabinet Herriot, dans lequel sont entrés des chauvins et farbins du capital comme Laurent Eynac, Justin Godart, E. Queuille, Dumesnil et Clementel — anciens ministres des cabinets Clémenceau et Poincaré — ils y occupent des postes importants. Et le fait qu'un homme comme le général Nollét fait partie du ministère Herriot n'est pas moins significatif, homme pour lequel les agissements des nationalistes allemands servent de prétexte pour semer la haine contre l'Allemagne et pour préparer les esprits en France à un nouveau carnage.

Déjà, au moment où leur Congrès s'est réuni, les S.F.I.O. savaient quelle serait la composition du futur ministère Herriot. Malgré cela ce congrès décida de suivre une politique de soutien du ministère Herriot.

Ces deux faits sont — comme nous le disions — une nouvelle preuve de la politique traîtresse des socialistes français et de la justesse de notre affirmation : pour que le prolétariat puisse vaincre, il faut qu'il écrase la social-démocratie.

Réflexions sur le Conseil National

L'écrasement de l'opposition

Le Conseil National a consacré la défaite de l'opposition. On a pu voir même de notoires partisans de l'opposition s'abandonner au courant et voter les thèses de la majorité du Comité Directeur.

Est-ce à dire que le vote ait été émis avec toute la clarté désirable ? Les communistes ont le devoir de ne rien cacher de la vérité à leur parti. La presque unanimité qui s'est prononcée en faveur des thèses de la majorité est due à deux causes principales : d'abord un sentiment très ancré d'attachement à l'Internationale qui fait que le Parti, instinctivement, brise tous ceux qui se lèvent contre elle ; et ensuite une certaine passivité politique.

La première cause est donc heureuse. Il serait désirable cependant que cet esprit d'attachement à l'Internationale soit de plus en plus raisonné, et non plus seulement instinctif.

La deuxième cause est franchement déplorable, et il faut s'attacher à la faire disparaître. Un parti communiste ne doit pas être un Parti de passivité, mais d'examen, d'initiative et de décision raisonnée. Cela viendra au Parti français au fur et à mesure qu'il acquerra la capacité politique qui lui fait tant défaut encore.

Le Parti souffre d'ailleurs encore beaucoup de son manque d'unité idéologique. C'est un mal que nous constatons avant le Congrès de Lyon, et que Souvarine niait pour les besoins de sa cause.

Les courants ne se sont pas fondus. Des camarades se sont jetés dans l'opposition pour toutes sortes de raisons, excepté celles qui auraient dû logiquement les y pousser. Je connais des « opposants » par réaction, si je puis dire. Ces camarades ne pourraient concevoir que tel ou tel camarade soit dans la majorité, et ce seul fait les poussait vers Souvarine. Notre opposition française n'était guère plus homogène que l'opposition russe. Et dans la majorité se coudoyaient également bien des courants encore mal fondus.

Les mois qui suivront, en apportant au Parti français les tâches rudes, en le mettant à l'épreuve, seront sans doute d'un grand effet pour opérer cette fusion indispensable dans un parti bolchevik, des courants qui le composent.

Le Parti français, malgré tout, est en bonne santé. Quand il se sera déshabitué de la passivité et quand il aura appris à penser, des surprises comme celle du Congrès de Lyon, ne seront plus possibles. Constatons avec satisfaction que le Parti s'est ressaisi plus vite que nous n'aurions osé l'espérer au lendemain du Congrès de Lyon, après que Souvarine eût étranglé le Congrès et mis le Parti dans sa poche, pour en jeter le poids dans la balance de l'Internationale.

Le sentimentalisme ennemi du Parti

Les communistes français ne se sont encore pas tous débarrassés de cette tare sociale-démocrate. Le sentimentalisme demeure l'ennemi du Parti. C'est la pensée qui me venait à l'esprit, en écoutant un camarade, d'ailleurs d'accord avec la majorité, fulminer parce que l'on avait manqué d'égards envers Souvarine et envers Trotsky.

Nous déplorons les écarts de langage qui ont pu échapper à quelques camarades, dans le feu de la

discussion, en ce qui concerne les camarades de l'opposition. Mais nous nous refusons à accepter que des camarades y voient une raison suffisante pour faire cause commune avec elle.

D'autres camarades refusaient de se désolidariser de Monatte, de Rosmer, en raison de leur passé. Voilà encore une profonde erreur que nous avons déjà combattue et qui persiste. Le passé est le passé, mais le présent seul compte. Les services rendus au Parti ne peuvent excuser l'erreur du présent. Où donc irions-nous, si au nom du passé des gens, nous étions tenus de leur pardonner leurs fautes du présent ?

Notre ami Monatte, lui aussi, a fait preuve de son déplorable sentimentalisme quand il disait, à la tribune du Conseil national : « Nous nous refusons à voir, dans le Parti allemand, des tendances, dont les unes auraient mérité d'être blâmées. Nous ne voyions qu'un seul Parti, que nous n'avions pas le droit de juger. » A quoi d'ailleurs, le délégué de l'Exécutif répondit par une excellente comparaison, celle du frère malade que l'on aime au point de ne pas supporter qu'il soit opéré... et qui meurt des suites de cet amour peu clairvoyant.

Monatte oublie qu'un Parti communiste se forme tous les jours, par la critique. Il n'a pas le droit de perdre les leçons que lui donne un parti frère. Le sentimentalisme n'a rien à faire là, et il ne s'agit pas de savoir si le passé révolutionnaire du Parti français n'est pas aussi brillant que celui du Parti allemand. Il s'agit de tirer les leçons d'une série de fautes, et d'étudier, dans l'intérêt commun, les erreurs idéologiques et tactiques.

Le sentimentalisme dont souffre encore le Parti français a permis à l'opposition de la section française d'agiter longtemps le spectre respectable de Trotsky, qui, certes, connaissait bien la faiblesse sentimentale du Parti français.

Pour un meilleur travail

Le Conseil National a révélé une fois de plus que notre Parti ne sait pas travailler avec le maximum de possibilités. Il eût été bon, pensons-nous, d'établir des rapports et de les soumettre d'avance aux délégués. L'exposé du camarade Sellier, que les délégués auraient dû d'ailleurs connaître, aurait gagné à être mis sur le papier et discuté à chaque Congrès fédéral.

L'exposé du camarade allemand aurait mérité d'être reproduit dans notre presse. Le sera-t-il ? Quant au discours du délégué anglais, il était inutile. N'aurait-il pas été plus logique de le lui faire traduire d'avance, plutôt que de perdre une heure à l'entendre dans sa langue maternelle ?

Je pense d'ailleurs que les interventions du Congrès gagneraient toutes à être écourtées. La façon dont fonctionna la commission de la presse mériterait d'être modifiée, ainsi, je crois, que pour les autres commissions. A la commission de la presse, on avait le sentiment de se trouver devant un tribunal dont les verdicts étaient rendus d'avance, que la cause soit bien ou mal plaidée. Dans ces conditions, le simulacre de débat était de trop.

Je retiens comme assez regrettable le fait que l'on ait pu émettre seulement l'idée de réduire la parution du *Bulletin Communiste* à deux fois par mois. Aucune situation financière ne justifierait cette mesure.

En règle générale, il semble que, soit dans les congrès, soit dans les commissions, il serait bon de se défaire de l'habitude que l'on a de laisser la parole presque sans interruption aux camarades de la direction. Il serait bon, utile, indispensable même, de faire causer, de forcer à la parole les délégués des fédérations. On ferait sans doute d'utiles constatations. Et ce serait l'occasion de mettre bien des choses au point, de se rendre compte de bien des lacunes, et par là même d'y porter remède.

De soi-disant déviations

Je veux profiter de l'occasion pour mettre au point certaines allégations apportées lors de la Conférence Nationale des Jeunesses. J'avais cru devoir m'étonner de la position ambiguë des Jeunesses dans la crise actuelle. Le camarade Doriot répondit, dans un long discours, en mettant en cause la Fédération du Rhône, à côté d'ailleurs de la Fédération de la Seine, et en les accusant toutes deux de déviations gauchistes.

Hélas ! la Fédération du Rhône n'est pas encore l'égal de celle de la Seine. Mais pas plus qu'elle, elle ne mérite l'étiquette de gauchiste, décernée un peu pour les besoins de la cause, semble-t-il. Ne faut-il pas trouver un mal, pour le combattre et faire oublier sa position bizarre ?

Il est possible qu'il y ait eu exagération et manque de clarté dans l'affaire du Comité Margot. Mais rien ne justifie dans cette affaire l'accusation de gauchisme. Dans l'affaire des cellules d'usine, l'accusation de gauchisme est plus mal fondée encore. De même que Monatte a transformé le sens des paroles du camarade Carlier à la Conférence des secrétaires fédéraux, de même mon intervention sur les cellules (intervention hâtée par l'heure) à la même conférence, a été déformée. J'ai parlé de stratégie dans la constitution des cellules, et j'ai mis le centre en garde contre une précipitation trop grande pour rattraper le temps perdu. On veut absolument que j'aie parlé de cellules stratégiques, et de là au putchisme, il n'y a qu'un pas.

Que nos camarades des Jeunesses se rassurent. Le putchisme n'est pas encore sévissant dans le Rhône. Le social-démocratismes y est seulement enterré d'hier !...

Pour mettre toutes choses au point, voici un passage du plan d'organisation que nous faisons voter au Congrès de notre Fédération, en février dernier, et relatif aux cellules d'entreprises.

La commission examinera ensuite les usines à travailler spécialement, et en premier lieu, en raison de leur importance numérique, politique, militaire, etc. »

Comme ce texte peut encore paraître ambigu, j'ajoute que notre pensée était qu'il fallait, afin de ne pas submerger les fédérations, créer les cellules petit à petit, les unes après les autres, en commençant par les grandes usines, et en accordant, naturellement, plus d'attention et d'efforts aux cellules des usines de fabrication de guerre, ou de produits métallurgiques, par exemple, qu'à une cellule d'une usine de galoches ou de manches de parapluies. Il n'est pas question de ne pas créer des cellules partout, mais bien de pousser plus activement la création dans les endroits économiquement importants. De même qu'il y a une stratégie du travail syndical, il y a une stratégie de la création des cellules.

Nos camarades des Jeunesses sont-ils d'accord ?

La Presse

Brutalement, on a appris au C. N. la suppression presque certaine de la presse des Fédérations de province. Les hebdomadaires vivent péniblement, et coûtent au centre. C'est un fait.

A-t-on toutefois épuisé tous les moyens de faire prospérer les hebdomadaires ? Il apparaît plutôt que les Fédérations s'en remettaient simplement au centre du soin de les faire vivre. Certaines d'entre elles ont promis de se débrouiller seules. L'expérience sera utile à suivre.

Les hebdomadaires ne semblent pas en grand crédit auprès des camarades du centre. Certes, il est indéniable que de grands régionaux de province seraient bien préférables. Mais l'*Humanité* de Paris ou celle de Nîmes ne répondent pas à tous les besoins des Fédérations. L'hebdomadaire est un lien indispensable pour les militants d'une Fédération, pour les sections et le centre ; il favorise la vie intellectuelle et idéologique des sections. Sans compter que nombre de faits locaux intéressant un prolétariat local y trouvent leur place, et ne peuvent l'avoir dans le grand organe du centre.

La suppression des hebdomadaires, rendue nécessaire par la situation financière, s'impose. Toutefois, il est permis de la regretter.

Mais une question se pose. Pourquoi, subitement, au lendemain de la campagne électorale, la suppression de la presse de province est-elle envisagée ? Y a-t-il corrélation entre cette suppression et la campagne électorale ? La politique financière du Centre pendant cette bataille a-t-elle été trop hardie ?

On a parlé d'une compression pour l'*Humanité* de Nîmes (dont il est démontré aujourd'hui que la création fut une grosse faute politique et ce, malgré les raisons « historiques » invoquées par le secrétaire général du Parti). J'ai personnellement posé une autre question à la Commission de la Presse, question restée sans écho. J'ai demandé s'il ne serait pas possible de faire, sans nuire au journal, des compressions correspondantes à l'*Humanité* de Paris. La question reste posée. Le rédacteur de l'*Humanité* de Paris a dit à la commission de la presse qu'il était difficile d'obtenir des rédacteurs qu'ils rentrent à l'heure. Il y a là un mal profond dont il faudra bien, tôt ou tard, que le centre, sur la pression des sections parisiennes et aussi des fédérations de province, s'occupe enfin.

L'*Humanité* est-elle, oui ou non, à la disposition du Parti ?

Nous n'avons pas l'intention d'exagérer et d'ameuter le Parti. Mais il faut au moins que des preuves évidentes de fermeté soient données par le Comité Directeur.

Faute de quoi, je l'ai dit et le répète, la question cesserait d'être purement journalistique pour devenir une question politique.

Le Comité Directeur a reçu du C. N. le pouvoir de trancher la question de la presse de province. Nous insistons pour qu'il y joigne le cas de la presse centrale.

SOUZY.

Pour aider les hésitants, il faut cesser d'hésiter soi-même.

LÉNINE

Documents sur le Conseil National

Un Manifeste du Parti

Après les élections législatives, le Comité Directeur a adressé aux ouvriers et paysans de France le manifeste que nous reproduisons à titre de documentation.

LA REDACTION.

Les élections viennent d'assurer au Bloc des Gauches une majorité parlementaire. Comme en 1919 et pour la dix-neuvième fois depuis la glorieuse Commune parisienne de 1871, le « peuple souverain » s'est laissé prendre au piège de la bourgeoisie. Il a suffi, en 1924, de donner une vague teinte rouge au piège bleu horizon de 1919 pour qu'une majorité d'électeurs s'y laissât attraper.

Enervés par quatre années d'impérialisme forcené, de réaction cynique, de gaspillage et de ruine financière, dont la classe ouvrière et la classe moyenne avaient dû faire les frais, par la suppression des huit heures, les impôts et la vie chère, déçus par l'échec du lamentable Traité de Versailles, les électeurs, en grand nombre, avaient le désir d'une paix véritable et d'une politique intérieure diamétralement opposée à celle du Bloc National.

En votant pour le Bloc des Gauches, dans l'intention de satisfaire cette légitime volonté de balayer la Chambre des mercantis et des profiteurs de guerre, cette majorité d'électeurs, qui comprend encore beaucoup de travailleurs de la ville et des champs, s'est préparée une nouvelle et amère désillusion.

La dure expérience de chaque jour va montrer à la classe ouvrière et paysanne que les avertissements du Parti communiste étaient fondés.

Majorité hétéroclite, personnel invertébré

Sur leur propre terrain parlementaire, les gens du Bloc des gauches sont battus d'avance.

La nouvelle majorité gouvernementale se compose de deux clans politiques dissemblables dans leurs programmes et qui n'ont de commun que deux choses : l'appétit du pouvoir et l'incapacité de l'exercer au bénéfice des classes dépossédées.

D'abord, les 173 radicaux de toutes les nuances, avec Herriot, Painlevé, Aristide Briand et Loucheur à leur tête. Ces hommes, trop connus, se sont associés pendant quatre ans à toute la politique de classe du Bloc National : répression des grèves, occupation de la Ruhr, scandale des régions dévastées, fiscalité honteuse. Derrière eux, une nuée de politiciens de sous-préfecture, sans idée politique, sans courage d'aucune sorte et préoccupés seulement de participer à la curée des postes et d'étaler ici et là leurs jabots de dindons magnifiques. Pas un, dans tout cela, qui ait jamais songé, si peu soit-il, à entamer le principe ou les accumulations les plus nuisibles et les plus insolentes de la propriété privée, pas plus que la dictature souveraine de la grande bourgeoisie sur la masse des travailleurs salariés.

À côté, la centaine de socialistes qui a déjà préféré, malgré nos offres répétées, la collaboration avec la bourgeoisie au Bloc révolutionnaire des ouvriers et des paysans. Le premier faux pas les

avait mis sur la pente. Malgré leurs hésitations hypocrites d'aujourd'hui pour duper les ouvriers qui les suivent encore, ils partageront, ouvertement ou non, les responsabilités et les profits du pouvoir bourgeois. Ils apporteront leur concours : les ahanelements financiers de Vincent Auriol, les projets militaires de Paul-Boncour, défenseur de la Pologne Blanche contre la Russie des Soviets ; l'éloquence essouffée de Léon Blum et la vindicte fielleuse de Renaudel, dont les ouvriers français pourront sentir les effets comme les ouvriers allemands ont subi celle de Noske, l'assassin de Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

Ainsi, aucun programme, aucune discipline de parti, aucun homme nouveau, pas une idée originale, pas de volonté, pas d'énergie, rien d'autre qu'une opération habilement menée en faisant au corps électoral, impatient de changements profonds, tout un lot de promesses dont aucune ne sera tenue.

Le mariage immoral des radicaux et des socialistes est d'avance voué à la stérilité.

L'impuissance du Bloc des Gauches

Dès les premiers jours de son avènement au pouvoir, l'incapacité du Bloc des gauches à faire quoi que ce soit de sérieux apparaîtra en pleine lumière.

Bien que la reprise des relations avec l'Union des Républiques soviétiques soit réclamée, pour des raisons d'intérêt, par une forte fraction de la bourgeoisie, le nouveau gouvernement de « gauche » ne réalisera pas la paix véritable et totale avec la Russie révolutionnaire. On posera des conditions inacceptables, on temporisera ; socialistes et radicaux rivaliseront de zèle pour susciter des difficultés.

Il n'est même pas sûr que l'amnistie générale soit accordée malgré l'opinion favorable clairement exprimée d'une énorme majorité du corps électoral.

Mais que diront les « hommes d'ordre » des grands Conseils d'administration quand il s'agira de réintégrer les 25.000 cheminots révoqués avec l'assentiment de MM. Herriot et Dumesnil ?

Quelle sera l'attitude du gouvernement de « gauche » pour résister aux mises en demeure de M. Le Trocquer qui, privé de son portefeuille de ministre des Travaux publics, reviendra, en qualité de député, sommer ses complices de la veille de rester sur leurs positions anti-ouvrières de 1920 ? Et quelles mesures emploiera la Chambre de gauche pour vaincre les résistances des grandes Compagnies si soucieuses du moral de leur personnel ?

Quelles sanctions va-t-elle faire jouer contre le patronat qui sabote un peu partout la loi des huit heures ?

Sur le problème de l'évacuation de la Ruhr, quel parti va-t-elle prendre, entre les gens qui acceptent le rapport des experts dans sa lettre et ceux qui veulent l'interpréter à fond dans son esprit, entre ceux qui veulent faire payer le prolétariat

allemand au Comité des Forges et ceux qui réclament des bénéfices pour la finance américaine ? Les deux chemins mènent à l'exploitation du prolétariat international, Loughéur remplacera de Wendel. Ce sera tout le changement. Mais il n'est pas question en tout ceci de faire payer les frais de la guerre à tous ceux qui en ont profité et à ceux-là seulement.

Les caméléons du Bloc des gauches ont fait aux prolétaires des promesses qu'ils ne voudront ni ne pourront tenir. Eux aidant, la Chambre précédente a vidé les caisses de l'Etat et accumulé des dettes dont il est impossible de songer même à payer les intérêts. Il suffit d'examiner le détail des problèmes les plus urgents à résoudre, pour se rendre compte que la solution de chacun d'eux dépend exclusivement d'une attaque résolue contre la fortune acquise et contre ses tenants.

Or, le Bloc des gauches a dans ses rangs trop de capitalistes, il a trop d'attaches intimes avec la bourgeoisie et la haute banque, non pas seulement pour le faire, mais même pour le tenter.

Au pied du mur

Le prolétariat de la ville et des champs, dont le Parti communiste et son groupe parlementaire se feront les interprètes vigilants, demande les mesures élémentaires suivantes :

L'amnistie générale pour toutes les victimes militaires et civiles de la lutte des classes, y compris bien entendu la rentrée en France de Jacques Sadoul, Henri Guilbeaux et autres camarades condamnés à mort ou proscrits pour avoir défendu la Révolution russe ;

La réintégration dans leurs postes et dans leurs droits acquis, de tous les cheminots et fonctionnaires révoqués, rétrogradés ou frappés d'une façon quelconque pour fait de grève ou à raison de leurs opinions ;

La paix immédiate et sans réserve avec l'Union des Républiques soviétiques ;

L'évacuation de la Ruhr ;

L'annulation du traité de Versailles ;

Le rejet du rapport des experts, dont les conclusions aboutiraient à soumettre les prolétaires de France et d'Allemagne à l'exploitation d'un consortium de capitalistes internationaux ;

La reconstruction des régions dévastées, financée par un prélèvement sur les profiteurs de la guerre en Allemagne et en France ;

L'application stricte de la loi de huit heures ;

Les 1.800 francs et le droit syndical total pour les fonctionnaires ;

L'adaptation des pensions et retraites civiles et militaires au niveau du prix de la vie ;

Un système d'assurances sociales véritables, basé sur le jeu de la répartition et dont les fonds ne soient pas prélevés sur les salaires ;

La suppression de l'impôt sur les salaires ;

La suppression du double décime ;

La transformation consécutive de tout le système fiscal inique qui aboutit à faire peser sur la classe travailleuse la presque totalité du fardeau des impôts directs et indirects ;

Le remaniement fondamental du système fiscal des départements et des communes, qui mérite présentement les mêmes critiques que celui de l'Etat ;

La réduction des dépenses militaires, navales et coloniales et l'affectation des milliards ainsi économisés sur les œuvres de guerre et d'impérialisme, à la construction d'immeubles ouvriers et au développement de l'hygiène sociale : lutte con-

tre la tuberculose, la syphilis et la mortalité infantile ;

La taxation des loyers ;

Le rétablissement de la liberté de la presse dans les colonies et dans les pays de protectorat, la suppression de l'indigénat ;

La révision de tous les gros dommages de guerre, le paiement des dommages aux petits et moyens sinistrés ; l'annulation des achats usuraires de bons de dommages auxquels des milliers de sinistrés pauvres ont été acculés par l'incurie et la partialité du Bloc national.

Nous n'énumérons là à dessein qu'un programme restreint de réformes qu'il suffirait de répartir immédiatement entre les diverses commissions compétentes de la Chambre pour en préparer la réalisation rapide.

La délégation parlementaire du Parti communiste prendra d'ailleurs soin de déposer les projets de lois nécessaires. Nous appelons dès maintenant les ouvriers et les paysans en témoignage du fait que la nouvelle majorité gouvernementale sera hors d'état d'accomplir quoi que ce soit de sérieux.

Le franc va recommencer sa descente sur le chemin des assignats. Et les réformettes que va tenter le bloc bourgeois des gauches, dans toute la mesure où elles auront des répercussions financières, ne seront réalisées que par le jeu de la planche à billets. En sorte que l'augmentation du prix de la vie et la déperdition du pouvoir d'achat de l'argent absorberont ou annuleront presque instantanément l'effet de mesures prises seulement sur le papier.

Cette expérience de la démocratie bourgeoise, incapable et traqueuse, sera la dernière à laquelle notre prolétariat de la ville et de la campagne se sera laissé prendre.

Le Parti communiste se réserve de déposer sur le bureau de la nouvelle Chambre, à l'intention du pays ouvrier et paysan, l'intégralité de son programme révolutionnaire comportant notamment : la substitution des milices prolétariennes à l'armée permanente encadrée et dominée par l'aristocratie bourgeoise ; la conscription des grosses fortunes ; la socialisation de toutes les grandes sources concentrées de la fortune publique ; la proclamation de l'indépendance des colonies ; la punition des responsables de la guerre ; l'instauration d'un gouvernement ouvrier-paysan pour aboutir à la destitution économique et politique de la bourgeoisie et à la dictature du prolétariat.

Le bloc ouvrier et paysan

Plus que jamais, le mot d'ordre de l'Union des ouvriers et des paysans doit rester une formule politique vivante de propagande et d'action.

Au fur et à mesure que l'impuissance chronique du Bloc des gauches à défendre les intérêts de la classe travailleuse sera mise en relief par les grands faits économiques, politiques et sociaux de chaque jour, au fur et à mesure que le Bloc des gauches capitulera devant le Bloc National, le Bloc Ouvrier et Paysan apparaîtra en plein relief, aux yeux de la masse, comme la seule force capable d'arracher ce pays à la direction de la bourgeoisie égoïste et incapable.

Il importe de conduire la lutte non seulement contre le Bloc des gauches, mais aussi contre les formations capitalistes du Bloc National, qui ne sont mortes ni au Parlement, ni dans le pays.

La grande bourgeoisie, évincée en apparence de

l'exercice direct du pouvoir, va faire jouer les puissants moyens dont elle dispose pour défendre ses privilèges de classe. Elle ne manquera pas d'activer l'organisation et la centralisation des groupements fascistes dont elle a déjà rassemblé d'importants éléments.

Le *Bloc ouvrier et paysan* doit prévoir qu'il se heurtera tôt ou tard, et dès que le développement de ses forces deviendra inquiétant, non seulement aux attaques de l'un et de l'autre des deux blocs bourgeois, mais, à un moment donné, à l'union étroite de ces blocs, coalisés pour la défense des intérêts fondamentaux du capitalisme.

La « concentration républicaine » ne manquera pas de se constituer à nouveau. A partir de ce moment, la lutte sera claire comme nous l'avons prévu. Et il s'agira bien, cette fois, de la bataille décisive pour le pouvoir politique, entre la domination capitaliste et la dictature du prolétariat.

C'est en vue de cette perspective que le Parti communiste, dès aujourd'hui, fait appel à la vigilance des ouvriers et des paysans, invite ses fédérations et ses sections à intensifier la propagande et le recrutement, à élargir et à consolider leur organisation par la création systématique de leurs cellules communistes d'usine, à militer plus que

jamais au sein des organisations ouvrières pour y développer le sentiment révolutionnaire de la lutte des classes.

Les *ouvriers honnêtes qui sont membres du Parti socialiste dissident* ou qui l'ont suivi de bonne foi ne manqueront pas de s'éloigner avec dégoût d'un groupement que ses éléments bourgeois de droite dominent de plus en plus et qui, après avoir préparé l'échec d'Inghels, pour le punir d'avoir dénoncé les scandales des régions dévastées, ont conduit leur parti au reniement de la lutte des classes et à l'acoquinement honteux avec le capitalisme.

Le *Parti communiste* appelle tous les travailleurs révolutionnaires à continuer résolument, sous sa ferme direction, la lutte contre le capitalisme de droite et de gauche et à transformer les premiers succès du Bloc ouvrier et paysan, sur le terrain électoral, en organisation des grandes masses ouvrières et paysannes pour la victoire définitive du prolétariat de la ville et des champs sur la bourgeoisie.

20 mai 1924.

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI
COMMUNISTE FRANÇAIS.

Résolution sur la Question Coloniale

(Adoptée à l'unanimité par le Conseil National
des 1^{er}-2 juin 1924.)

Considérant qu'entre le 4^e Congrès et le 5^e Congrès mondial, l'activité du Parti français n'a pas répondu, sur le terrain colonial, aux directives de l'I. C., la Commission coloniale, après étude des causes de cette passivité, propose au Conseil National :

1^o De fixer les relations de la Commission coloniale avec le C. D. et le B. P. (par exemple, déléguer un membre du C. D. à la Commission coloniale, déléguer un membre de la Commission coloniale au groupe parlementaire) ;

2^o Rétablir la tribune coloniale de l'*Humanité*,
Travail immédiat du Parti :

1^o Comprendre dans l'amnistie générale les condamnés politiques indigènes ;

2^o Exiger la suppression de l'indigénat,

Dans les colonies :

1^o Maintien du *délégué* permanent en Algérie.
— Organisation des missions temporaires dans les autres colonies ;

2^o Renforcer l'activité communiste de nos organisations coloniales dans les milieux indigènes ;

3^o Etablir un service de liaison entre le centre et les différentes colonies (bureaux de port, cheminots, P. T. T.).

Dans la Métropole :

1^o Poursuivre l'éducation du Parti au point de vue colonial ; pour cela, fournir à la Commission la possibilité de participer aux Congrès fédéraux, à tout le moins aux Congrès des fédérations maritimes et des fédérations groupant une grosse main-d'œuvre indigène civile ou militaire ;

2^o Etablir des relations de travail pour l'organisation des ouvriers indigènes.

Congrès des peuples colontaux :

Préparer le Congrès des peuples coloniaux, demandé par l'I. C., et profiter si possible de l'Exposition coloniale de 1925.

Documents sur le Conseil National

Télégramme envoyé au Bureau
de l'Internationale Communiste

Comintern Moscou,

Conseil national P. C. F. constitué par 91 fédérations représentées sur 93 vient de décider par 2.363 mandats sur 2.368 solidarité sans réserve avec position Comité central P. C. R. sur tous les points de la discussion. Conseil national adresse fraternel salut à XIII^e Congrès P. C. R. avant-garde de l'I. C., lui fait pleine confiance pour continuer défense révolution russe sur ligne rigide du léninisme par dictature vigilante du prolétariat et sauvegarder ainsi garanties essentielles révolution mondiale.

Adresse envoyée au Parti communiste allemand

Le P. C. F., réuni en Conseil national, envoie au prolétariat allemand et à son guide le P. C. A. son salut fraternel et révolutionnaire.

Il est tout entier à ses côtés dans la lutte héroïque qu'il mène contre l'inique paix de Versailles et l'application du plan des experts.

Le prolétariat français révolutionnaire s'engage à aider activement les mineurs, les ouvriers du textile, les ouvriers métallurgistes, des produits chimiques, les travailleurs en lutte contre la prolongation de leur journée de travail ainsi que tout le prolétariat allemand qui, en se dressant contre l'esclavage dont le menace le capitalisme international, défend aussi les intérêts des travailleurs français.

Protestation contre la terreur en Pologne

Le Conseil national flétrit de la façon la plus énergique le régime de terreur que le gouvernement polonais, humble valet du capital international, a instauré dans le pays pour combattre toute velléité d'affranchissement du prolétariat des villes et des campagnes, dirigé par le Parti communiste polonais.

Le Conseil national constate que ce ne sont pas les protestations platoniques des Herriot et des Painlevé qui mettront fin à cette honte et à ces crimes. Seule, la lutte révolutionnaire du prolétariat international sous la conduite de la III^e Internationale mettra fin à la terreur bourgeoise, en établissant, à la place de la dictature du capital, la dictature du prolétariat.

Discours prononcé par le camarade Souvarine au 13^e Congrès du Parti Communiste russe

(Traduit par le camarade Lounatcharsky)

Le camarade Souvarine donne des explications sur sa propre position et sur celle de l'opposition dans le Parti communiste français devant certains problèmes politiques que le camarade Manouïlsky a abordés.

Avant tout, il s'occupe du rôle du Comité Directeur par rapport à la question anglaise.

Le camarade Manouïlsky a apporté des faits inexacts et des citations qui ne sont pas tout à fait justes.

Le camarade Souvarine et ceux qui partagent son point de vue considéraient qu'il était inadmissible de laisser pénétrer dans le Parti la lettre au Labour Party, qui fut d'un côté la première tentative de réaliser le front unique des travailleurs français et anglais et qui, d'un autre côté, comportait une critique sévère de ceux que l'on invitait à une collaboration.

Voilà tout ce qui concerne la réplique de Souvarine au sujet du ton de cette lettre.

En outre, le camarade Souvarine fait une rectification concrète : La lettre fut votée par l'unanimité des voix contre une, et néanmoins, elle ne fut pas adressée au Labour Party. (Rires.)

Il ajoute, dans l'interruption qu'il me fait en ce moment (dans son discours, il ne l'a pas dit) que tout cela a eu lieu en présence du représentant du Comintern, qui n'a pas prononcé un seul mot de protestation. Mais, voici le représentant du Comintern qui me déclare que ce n'est pas vrai. (Rires et applaudissements.)

Le camarade Souvarine souligne qu'il a attaqué lui-même à plusieurs reprises dans les colonnes de l'*Humanité* et d'une manière assez brusque le Labour Party et affirme qu'il peut en donner les preuves.

Puis il parle de la question russe. Le camarade Souvarine dit que l'immense majorité du Parti communiste français était vraiment bouleversée par le ton acerbe que prit la discussion russe. Il semblait à cette majorité que toute cette affaire consistait non pas en une lutte à coups d'arguments, mais en toutes sortes d'attaques, qui s'accumulaient particulièrement autour du nom du camarade Trotsky.

Le camarade Souvarine et les autres membres de l'opposition étaient de l'opinion que le nom du camarade Trotsky a une importance internationale et que le discrédit jeté sur ce grand révolutionnaire est injuste.

C'est pour cette raison que fut admise par 22 voix contre 2, la résolution présentée par Souvarine. Cette résolution confiait au représentant français auprès de Comintern, lequel ne se déclarait nullement pour l'opposition, le mandat d'intervenir en vue de terminer la discussion par une réconciliation.

Le camarade Souvarine, de son côté, considérait (les autres membres de l'opposition étaient de son avis) que l'accusation de menchévisme portée

contre le camarade Trotsky est sans base et que le rôle du camarade Trotsky, aux yeux du prolétariat international peut être ainsi caractérisée que son nom est le synonyme de la Révolution. C'est pourquoi il fallait couper court aux accusations de ce genre dirigées contre le camarade Trotsky, accusations qui, comme le voyait clairement le camarade Souvarine, portaient un coup funeste à tout le Parti russe et par conséquent au Comintern.

En outre, le camarade Souvarine était convaincu que dans cette lutte on ne pouvait pas apercevoir de désaccords de principe.

Le Parti communiste français n'était pas en possession d'une quantité suffisante de documents objectifs pour qu'il ait le droit de prendre telle ou telle position dans cette discussion.

Mais, ajoute le camarade Souvarine, il s'est accumulé une telle quantité de mensonges et de calomnies (je cite les paroles textuelles du camarade Souvarine) contre l'opposition du parti russe, et surtout contre Trotsky... (Une voix dans la salle : Et qui les a répandues ?) Lounatcharsky : Vous pouvez le demander au camarade Souvarine, quant à moi, je ne fais que traduire, il s'est développé une telle campagne de calomnies et de mensonges, a dit le camarade Souvarine, qu'il trouvait indispensable de défendre le camarade Trotsky d'une manière énergique et peut-être un peu trop brusque

Ensuite, il ajoute qu'il ne regrette nullement la position prise par lui et que si c'était à refaire, il agirait encore de même aujourd'hui.

Il est prêt à tirer les conséquences des actes qu'il a accomplis. Il a bien prévu la victoire que le Comité Central remportera au 13^e Congrès et il se rendait bien compte de la position dangereuse qu'il prenait. Mais, dit-il, c'était son devoir de la prendre, et il s'y maintient encore aujourd'hui.

Si vous voulez juger tels ou tels camarades français d'après leurs délits, vous devez alors étudier les documents et non pas les matériaux tendancieux qui figurent ici. Ces matériaux sont employés pour discréditer et désarmer le groupe qu'on considère vainement comme un élément hostile et dangereux pour le Comintern.

(Exclamations intraduisibles signifiant : Honte à l'orateur.)

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'*Humanité*.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur